

# FAIR

Forum pour  
d'Autres  
Indicateurs de  
Richesse

## Adresse aux candidats et aux formations politiques

**Madame, Monsieur,**

**FAIR** (Forum pour d'Autres Indicateurs de Richesse, <http://www.idies.org/index.php?category/FAIR>) est une association créée en 2008 qui regroupe des citoyens, notamment responsables associatifs, entrepreneurs et chercheurs, engagés dans une réflexion sur la richesse et sur les indicateurs censés la représenter.

FAIR milite en faveur de la participation citoyenne à la conception, à la mise en place et à la publication d'indicateurs adaptés aux grands enjeux sociaux et écologiques auxquels nos sociétés doivent faire face.

Vous êtes candidate ou candidat à l'élection présidentielle. En cas de succès, pour assumer votre engagement envers les Français et piloter vos réalisations, vous utiliserez des indicateurs. Nous attirons votre attention sur l'importance du choix de ces indicateurs, et nous souhaitons connaître votre position à ce sujet.

Les Etats utilisent, comme indicateur clef, le PIB et plus précisément son taux de croissance, perçu comme l'alpha et l'oméga, le sésame de l'emploi, de la possibilité de réduire la dette, et même parfois le critère du bonheur.

Or, si le PIB a des qualités dans le domaine économique-monnaire, l'utiliser seul pour piloter l'action publique et pire encore pour juger de la performance des sociétés est suicidaire. En effet, il incite à augmenter en volume les échanges monétarisés quels qu'en soient les moyens et les conséquences. Il incite à intensifier des comportements non vertueux qui creusent des dettes de différente nature que nous allons laisser à nos descendants et à notre environnement. Il est indifférent aux inégalités dans la production et la consommation et ne nous dit rien des évolutions du patrimoine naturel et humain affecté par ces opérations.

Des alternatives au PIB ont été proposées depuis plus d'une vingtaine d'années. Le rapport de la commission Stiglitz-Sen (2009) et les travaux ultérieurs de l'Insee, tout comme ceux du Commissariat général du développement durable et de l'Insee, ont mis ces questions à l'ordre du jour du débat public. Pour contribuer à ces évolutions, des organisations non gouvernementales ont élaboré des propositions alternatives ou complémentaires. Celles-ci offrent une vision adaptée aux enjeux de notre époque, et les territoires s'en emparent déjà.

Face à la gravité de la situation, il est nécessaire de se doter d'outils d'analyse et d'alerte qui nourrissent le débat démocratique entre nos concitoyens et avec leurs élus.

**C'est la raison pour laquelle nous vous demandons de vous prononcer quant à votre engagement à :**

**1) accompagner la publication annuelle des comptes** (économiques) de la Nation et les commentaires qui accompagnent celle-ci d'une publication *simultanée et obligatoire* de comptes

sociaux, sociétaux et environnementaux, ainsi que d'un nombre très limité d'indicateurs clés choisis démocratiquement.

Cela concerne par exemple le développement des ressources culturelles et éducatives, l'état des ressources naturelles et des dommages à l'environnement, les inégalités, la pauvreté, l'exclusion, l'accès au logement, la santé et l'éducation.

**2) Exiger** de toutes les organisations présentes sur notre territoire qu'elles chiffrant leurs contributions et impacts sur la santé sociale, sociétale et environnementale de la nation.

Une gestion des organisations exclusivement comptable et financière induite par une logique de rentabilité et de profit immédiat provoque des dégâts considérables et coûteux sur la vie des hommes et des femmes (stress, absentéisme, suicides, pertes de savoirs ancestraux, dénigrement de certaines formes de contributions, spoliation de talents,...). Elle dégrade les ressources (pollutions, recyclage insuffisant, non respect de l'environnement, réserves de nourriture...). Elle aggrave le réchauffement climatique (délocalisations, importations de produits de pays lointains au-delà du nécessaire...), et étouffe les innovations sociales.

### **3) Innover sur le plan des indicateurs de risques financiers systémiques et d'endettement public**

Pensez-vous qu'une attention particulière doit être portée à des indicateurs de risques financiers systémiques avec obligation faite aux organismes financiers d'en fournir les données ?

Pensez-vous que le montant de la dette publique rapporté au PIB est ou non l'indicateur central pour juger des risques d'endettement excessif d'un pays ? Pensez-vous qu'il importe de lier le montant de la dette **d'abord** aux recettes publiques, aux taux d'intérêt, à l'existence ou non d'une banque centrale autorisée à prêter à l'État, **et à des évaluations démocratiques (ou audits citoyens) des raisons et des usages des déficits passés et présents** ?

**4) Traiter ces questions de façon démocratique** en associant nos concitoyens, engagés dans différentes organisations, à la définition et à la mesure des grands objectifs de progrès sociétal durable. Concrètement, **proposerez-vous des dispositifs de démocratie délibérative (et lesquels)** visant à débattre de ces questions, ainsi que du choix des indicateurs en vue d'un débat annuel au Parlement pour commenter les évolutions ?

**5) faire en sorte** que les indicateurs choisis soient répercutés d'abord au niveau européen, de manière à constituer une alternative argumentée au modèle économique actuel, puis contribuer à leur généralisation internationale.

Vous serez, si vous êtes élu(e), en charge des grandes orientations de la France. Nous espérons vivement que vous porterez attention aux instruments qui vous seront proposés pour définir et évaluer ces orientations.

Nous vous remercions par avance pour l'attention que vous allez porter aux questions que nous soulevons et pour les réponses que vous y apportez.

Nous sommes, bien entendu, à votre disposition pour que ces réponses fassent l'objet d'un échange avec certains membres de FAIR.

Dans l'attente de votre réponse, nous vous prions d'accepter l'expression de nos sentiments les meilleurs.

Les co-présidents : Florence Jany-Catrice et Jean Gadrey  
Les vice-présidents : Dominique Méda, Patrick Viveret

**Veillez s'il vous plaît retourner vos réponses à l'adresse suivante : [presidentielles@forum-fair.org](mailto:presidentielles@forum-fair.org)**